

# La REVUE

de la Présidence

REPOBLIKANI MADAGASIKARA  
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

N°025

Décembre 2016

 **CONFÉRENCE**  
des BAILLEURS et INVESTISSEURS pour  
**MADAGASCAR**

## LE TEMPS DE LA CONFIANCE



## SOMMAIRE

- 03 CBI > Objectifs largement atteints
- 04 Discours du Président de la République  
Hery Rajaonarimampianina  
A l'ouverture de la Conférence des Bailleurs
- 06 Discours de Mme Michaëlle Jean  
Secrétaire Générale de l'OIF
- 07 Discours de Mr Mark Lundell  
Banque Mondiale, Country Director
- 09 Discours de Dr AKINWUMI A. ADESINA  
Président de la BAD
- 11 Discours de Mr ABDOULAYE MAR DIEYE  
Directeur Régional,  
PNUD pour l'Afrique
- 12 Discours de Mr K. DOENS  
Directeur géographique  
Union Européenne



- 14 INTEGRATION SOCIALE ET ECONOMIQUE
- 16 BREVES
- 17 AUDIENCES



La REVUE  
de la Présidence



Éditée par

La Direction de la Communication  
Présidence de la République

Palais d'État Ambohitsorohitra

[www.facebook.com/compresidencemadagascar](http://www.facebook.com/compresidencemadagascar)

La Revue de la Présidence est téléchargeable sur le site  
[www.presidence.gov.mg](http://www.presidence.gov.mg)



# CONFÉRENCE

des BAILLEURS et INVESTISSEURS pour

# MADAGASCAR

LA CONFÉRENCE DES BAILLEURS ET INVESTISSEURS :  
OBJECTIFS LARGEMENT ATTEINTS.

## LE PRÉSIDENT RAJAONARIMAMPINANINA APPELLE À REDOUBLER D'EFFORT ET TRAVAILLER EN TOUTE SOLIDARITÉ

Madagascar a bel et bien recouvré la confiance de la communauté internationale, dont celle des bailleurs et des investisseurs en particulier. La CBI, organisée à Paris, les 1er et 2 décembre, a confirmé la volonté des partenaires d'accompagner la mise en œuvre des principaux axes du Plan National de Développement 2015-2019.

Pour les quatre prochaines années, les annonces de financement des bailleurs de fonds ont totalisé 6.4 milliards USD. Pour le Président de la République, Hery Rajaonarimampianina, il s'agit de la manifestation du soutien de la communauté internationale, et des bailleurs en particulier, aux efforts entrepris par Madagascar depuis le retour à l'ordre constitutionnel.

Les financements relatifs aux infrastructures tiennent une place prépondérante. L'agriculture s'inscrit en tête

des priorités, pour faire décoller un secteur d'activités qui occupe 75% de la population. Le social est également inscrit dans l'ordre des priorités, en matière de santé et d'éducation notamment, sachant que l'amélioration des conditions de vie de la population est la résultante des performances de l'économie.

La seconde journée de la CBI a été consacrée au secteur privé et à l'environnement. Les engagements annoncés par plusieurs acteurs du secteur privé, déjà présents à Madagascar, totalisent près de 4 milliards USD. Les projets se focalisent sur les infrastructures, dont celles relatives à l'énergie hydroélectrique. Pour le Chef de l'Etat, ces annonces sont la confirmation d'une vision partagée, en réponse au manque cruel d'infrastructures. Il a tenu à féliciter le secteur privé du pays, à travers ses représentants venus à Ivato, dont le Président du Syndicat des Industries de Madagascar.

# Discours du Président de la République Hery Rajaonarimampianina A l'ouverture de la Conférence des Bailleurs



Je voudrais souhaiter la bienvenue à vous tous qui êtes venus si nombreux aujourd'hui à Paris. Vous venez des quatre coins du monde et c'est la preuve la plus éclatante de l'intérêt que vous portez tous à Madagascar, vous, représentants de Gouvernements, d'institutions multilatérales de financement de développement, vous, représentants du secteur privé, d'organisations non gouvernementales et de la société civile.

Voilà huit ans que s'est tenue la dernière réunion des amis de Madagascar, huit ans qui ont vu le pays sombrer dans une crise politique, économique et sociale sans précédent de cinq années.

Je voudrais vous affirmer aujourd'hui que nous sommes maintenant sur la voie de la stabilité. Notre démocratie se construit de jour en jour dans sa dimension politique. Mais elle doit absolument aller de pair avec le développement économique et social. Nous sommes résolument engagés sur la voie du progrès économique et sociale. Ce n'est pas une tâche aisée. Il fallait avant tout rétablir l'ordre constitutionnel.

Ce fût chose faite avec les élections qui se sont succédé depuis la fin de l'année 2003 pour les élections présidentielle et législatives, et depuis le second semestre de l'année dernière pour les municipales et sénatoriales. Il nous fallait ensuite retrouver notre place au sein de la communauté internationale et retrouver la confiance de nos bailleurs traditionnels et des investisseurs.

La succession de sommets et d'événements que nous venons de recevoir cette année et notamment ces dernières semaines illustre, si besoin encore était, le retour de Madagascar à sa place au sein la communauté internationale. Je veux parler du sommet des chefs d'Etat du COMESA, du Salon Africain du Textile et de l'Habillement « Origins Africa », et enfin du sommet de la francophonie qui vient de se terminer dimanche dernier à Antananarivo.

Je n'ai qu'une ambition pour mon pays : réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie de mes compatriotes. Cette ambition, je l'ai fondée sur notre adhésion totale au défi de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable que nous nous sommes fixés ensemble, mais

aussi sur la vision claire de l'avenir que nous voulions donner à notre pays: celle d'un MADAGASCAR MODERNE et PROSPERE.

Cette vision a été traduite dans le Plan National de Développement dont les éléments essentiels vous sont connus mais qui seront rappelés par le Ministre de l'Economie et du Plan dans quelques instants.

Il ne suffit pas de se doter d'un cadre ambitieux pour conduire le pays sur la voie du redressement économique. Il n'est pas moins essentiel que soient créées les conditions d'une bonne mise en œuvre du Plan National de Développement. J'entends par là, une bonne gestion des finances publiques, le retour à de bonnes pratiques de gouvernance, à la mise en œuvre de profondes réformes dans tous les secteurs du domaine public. J'entends par là, une volonté ferme de lutter contre la corruption à tous les niveaux, bref, d'un retour à l'état de droit.

Cette volonté nous l'avons. Ces réformes, nous avons commencé à les mettre en œuvre. Nous avons bénéficié de la caution du Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International avec l'adoption récente de la Facilité Elargie de Crédit. Les résultats sont là. Au moment où, à travers le monde, on observe un ralentissement général des économies, Madagascar est optimiste car nous prévoyons un taux de croissance de 4,1% en 2016 et une prévision de 4,5% en 2017. L'inflation est maîtrisée, les réformes dans le secteur public commencent à porter leurs fruits.

Je suis conscient qu'il reste beaucoup à faire et que nous avons encore un long chemin à parcourir, s'agissant en particulier des entreprises publiques, au premier rang desquelles je place la société nationale d'eau et d'électricité la JIRAMA.

L'avenir se présente donc sous de bons auspices mais nous avons plus d'ambitions légitimes. Si nous voulons vraiment faire décoller dans les meilleures conditions notre économie, il nous faut viser un taux de croissance un peu plus important que celui qui est envisagé actuellement. J'ai proposé au Gouvernement un objectif de 6,5% de croissance annuelle qui va au-delà des 5% de croissance convenu avec le FMI. Seul un taux de croissance de cet ordre pourra garantir les changements structurels qui amèneront une réduction significative de la pauvreté. Cet objectif de croissance signifiera aussi la relance des investissements, l'accroissement des exportations, la réduction des disparités entre les régions et entre les villes et les campagnes, disparités qui sont malheureusement la marque de notre tissu économique.

Que faut-il faire pour cela ? Approfondir les réformes bien entendu, afin de créer les conditions d'un accroissement du taux d'investissement tant public que privé, bien au-delà de leur niveau actuel. Il s'agit, pour utiliser l'expression communément admise, d'élargir « l'espace fiscal » qui permette au Gouvernement de faire face à ses obligations sociales et au besoin de rénovation de l'infrastructure publique, accroissement des recettes, meilleure répartition des dépenses : voilà les deux impératifs que nous nous sommes fixés.

Nous sommes conscients cependant que nos seuls efforts, aussi méritoires soient-ils, seront insuffisants pour apporter ce surcroît d'investissements dont nous avons tant besoin. Nous sommes convaincus que nos besoins sont autant d'opportunités pour vous. Madagascar est un pays d'investissement idéal. Et c'est ensemble que nous pourrions rendre réelles ces opportunités.

C'est la raison pour laquelle nous vous avons invités à la présente Conférence. Nous voulons, au cours de ces deux jours, partager avec vous notre vision, nos défis, nos priorités et nos besoins. Les besoins du pays dans tous les secteurs sont immenses. Mais ce que nous voulons vous présenter c'est l'ensemble des besoins les plus pressants que nous

sommes certains de pouvoir mettre en œuvre de façon réaliste au cours des trois prochaines années sans affecter notre capacité d'endettement.

Quelles sont justement ces priorités ?

La priorité majeure est le Développement rural : plus de 70% de la population y vivent encore et l'amélioration du cadre économique d'exercice des activités dans l'agriculture, la pêche et l'élevage est une condition sine qua none de tout processus de développement du pays.

Par ailleurs, c'est dans le secteur social, éducation et santé, que nos efforts doivent aussi porter en priorité. Je veux parler de tous les programmes et projets qui affectent directement le plus grand nombre dans toutes les régions et les couches sociales les plus défavorisées, urbaines comme rurales.

Mais la priorité, ce sont également les infrastructures dont l'inexistence ou le délabrement constitue à l'heure actuelle un obstacle sérieux à l'épanouissement des initiatives.

Troisième priorité, l'énergie, qui constitue pour nous un défi crucial. Le coût réhibitoire de l'électricité, une production infime au regard des besoins malgré des potentialités immenses sont autant de frein au développement de l'industrie mais également à l'amélioration du bien-être de la population. Développer le plus rapidement les énergies renouvelables, réformer en profondeur notre système de production et de distribution, tels sont les impératifs que nous nous sommes fixés.

D'autres secteurs et ressources sont à exploiter : le tourisme, les mines, l'économie bleue etc. . .

Je ne voudrais pas terminer mon allocution sans parler de ce qui fait le caractère unique de notre île, sa biodiversité, le taux exceptionnel d'endémicité de sa faune et de sa flore, bref, ce capital naturel dont 50% de notre économie dépend et qui est notre meilleur rempart contre le changement climatique. Il n'est pas étonnant que cette diversité soit considérée comme un « bien public mondial » par la communauté internationale et qu'elle fasse l'objet de toutes nos attentions depuis 25 ans. Il n'est donc pas surprenant, vu l'importance cruciale de la conservation de notre biodiversité, que nous avons décidé de consacrer une session spéciale au cours de ces deux jours, à ce problème de l'environnement.

Nous avons de grandes ambitions pour notre pays. C'est pour nous accompagner dans cette entreprise de redressement que nous vous convions. Nous avons une conscience réaliste de nos limites: financières autant que techniques. Nous avons besoin de l'aide publique mais nous avons autant besoin d'investissements privés. Nous ne ménagerons aucun effort pour améliorer l'environnement des affaires comme vous pourrez le constater lors de la deuxième journée. Au-delà de l'aide publique, au-delà des investissements privés, nous avons tout autant besoin d'assistance technique et de transferts de technologies dans tous les secteurs.

Pour terminer, je suis persuadé qu'à partir d'aujourd'hui et notamment demain soir à l'heure du bilan, les engagements que vous aurez pris, dépasseront largement nos attentes.

Sur ce, je vous souhaite une bonne et fructueuse conférence.

Je vous remercie. ▣

# Discours de Mme Michaëlle Jean Secrétaire Générale de l'OIF

Cette conférence des bailleurs et investisseurs pour Madagascar, à laquelle je suis très heureuse de participer, tombe à point nommé, quelques jours à peine après le XVI<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'État et de gouvernement membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui s'est tenu à Antananarivo.

Ce Sommet, exceptionnel et en tous points réussi, a illustré, de manière éclatante, le retour plein et entier de Madagascar au sein de la communauté internationale. Il a démontré aussi le désir profond et la volonté de tout un peuple de renâître à lui-même avec confiance.

Que Madagascar ait pu, en effet, organiser avec tant de succès son plus grand événement international depuis l'indépendance, témoigne du dynamisme de ses autorités et de sa population, si peu de temps après le retour de l'ordre constitutionnel en 2014.

Ce Sommet peut être vu comme une consécration, j'y vois surtout un point de départ.

Le thème autour duquel Madagascar a choisi de rassembler les 80 États et gouvernements participants, "Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone", est une feuille de route volontaire.

Cet appel à mobilisation, Madagascar le lance comme un cri d'alarme et en connaissance de cause.

Le pays a connu, sur fond de misère, une crise majeure, à la fois politique et sociale, qui l'a beaucoup éprouvé et fragilisé davantage. Madagascar s'en est sortie et nous l'avons accompagnée. Le retour à l'État de droit est le socle indispensable sur lequel la Grande Ile veut et peut désormais retrouver et inspirer confiance.

Il faut cette confiance, car nous savons combien les défis restent importants. Et, je dirais, qu'il faut une prime à l'État de droit, un dividende de la démocratie, sinon le découragement prévaudra, et avec lui, le risque d'un retour à l'instabilité.

Or, Madagascar nous demande justement de croire en ses possibilités, de miser sur toutes ses potentialités, de nous associer à l'État et à la population malgaches dans tous les efforts engagés pour lutter contre l'extrême pauvreté, toutes les initiatives pour stimuler de façon viable la croissance et pour bien ancrer le développement humain et économique, de manière durable, juste et inclusive.

Je veux témoigner ici de la vaillance, du sens du travail bien fait, du courage, du génie et de la persévérance des Malgaches qui, toutes et tous, attendent que la restauration de l'ordre légal se traduise aussi par une amélioration de leurs conditions et de leur qualité de vie, en matière d'éducation, de professionnalisation, de politiques sociales, sanitaires, économiques et environnementales, de reconnaissance et de renforcement de leurs capacités et de leurs compétences.

Rien que pour accueillir le Sommet, nous avons vu comment Madagascar a su construire des infrastructures remarquablement pensées en fonction des besoins à court, moyen et long terme, pour la mise en valeur de ce que le pays a à offrir et comme un investissement dans son capital d'attractivité.

On est frappé par le dynamisme et le savoir faire des collectivités, si laborieuses, si créatives et si inventives.

On est frappé par l'énergie de tous ces jeunes, ces femmes et ces hommes de bonne volonté qui disent et montrent l'envie de tout un peuple de se tourner vers l'avenir et de s'ouvrir au monde.

On est aussi frappé par les atouts uniques de cette île continent qui est d'une infinie beauté, dotée de richesses naturelles uniques et très abondantes, de terres généreuses et fertiles, d'une biodiversité à nulle autre pareille et classée au patrimoine mondial.

Autant de composantes enviabiles pour un développement intégré, en appui sur des filières diversifiées, allant de celles liées au tourisme durable ou encore à l'agroalimentaire, aux plantes à valeur ajoutée, à l'exploitation responsable des ressources naturelles, aux nouvelles technologies, à l'entrepreneuriat social, aux services, le tout décliné sur la création de chaînes de valeur, voire d'activités innovantes.

De plus, Madagascar baigne dans les eaux les plus poissonneuses du monde, au cœur des routes maritimes de l'Océan indien.

Le secteur de l'économie bleue, que le Sommet d'Antananarivo a mis en avant dans l'une de ses résolutions, en est un stratégique pour la Grande île, et qui est largement sous exploité.

Oui, Madagascar a besoin de la solidarité des bailleurs internationaux et de la confiance des investisseurs privés.

Mais si ces concours extérieurs sont indispensables, et c'est l'objet de cette réunion, je voudrais souligner combien, en se rendant à Madagascar, ce sont les conditions de cette croissance durable qu'il s'agit aujourd'hui de renforcer, par le financement des projets d'infrastructure, d'énergie, d'accès à la santé, d'éducation et de formation professionnelle, de soutien à l'entrepreneuriat dans une optique de création d'emplois pour les jeunes qui forment plus que la moitié de la population.

Pour tous ces projets, Madagascar peut compter sur le soutien de la Francophonie et de chacun de ses États membres.

L'OIF a ainsi inauguré voici quelques mois un premier projet pilote d'incubateur de TPE et de PME à Antananarivo afin justement de favoriser l'emploi par l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes. L'objectif est d'aider l'État à multiplier ces dispositifs d'accompagnement d'entreprises y compris en région rurale.

Ce programme qui couvre une douzaine de pays d'Afrique francophone a été lancé en premier lieu à Madagascar, comme symbole de notre confiance dans le redressement du pays.

D'autres actions se poursuivent, notamment sur le plan de la formation et de l'éducation.

Et Madagascar sait qu'elle peut compter sur le soutien de toute la Francophonie et de ses nombreux réseaux professionnels d'expertises et d'institutions.

Ainsi, les réseaux des ministres francophones des finances sont très

actifs sur les questions de mobilisation des ressources intérieures, un sujet essentiel pour le financement endogène du développement et la viabilité à long terme de l'écosystème.

Le réseau des ministres du commerce est aussi pleinement mobilisé pour faire valoir la voix des pays à faible revenu dans les négociations internationales.

Enfin, on ne soulignera jamais assez les potentialités d'échanges entre les acteurs privés, qui seuls sont en mesure de créer dans la durée des emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

Pour les filières économiques structurantes, comme l'agriculture, le réseau francophone peut apporter de l'expertise, des mises en relation, et des bonnes pratiques à partager. Cela vaut aussi pour un secteur essentiel comme le numérique, qui est à la fois un secteur des plus prometteurs et la condition du développement des secteurs traditionnels.

Ce sont donc tous les aspects du Plan national de développement de Madagascar que l'Organisation internationale de la Francophonie est prête à accompagner avec ses Etats membres et ses opérateurs, car nous croyons à l'émergence de Madagascar et à sa pleine insertion dans l'espace régional de l'Océan indien, et plus largement dans l'espace économique francophone.

Nous ferons tout pour accompagner le retour des investisseurs, comme nous avons accompagné la création de l'Agence Malagasy de développement économique et de promotion des entreprises (AMDP), que vous avez lancée, M. le Président, au siège de l'OIF en septembre dernier.

Toutes les conditions sont donc réunies pour que cette conférence des bailleurs et des investisseurs soit un grand succès : le moment est venu pour Madagascar de s'élancer avec résolution vers l'avenir, pour ses partenaires d'avoir confiance dans la détermination du peuple malgache et pour ses autorités de saisir ce moment unique.

Pour la communauté des bailleurs, c'est aussi une possibilité de réaliser



pleinement l'Agenda 2030 des Objectifs du développement durable dans un pays qui rassemble tous les défis mais qui recèle aussi toutes les opportunités.

Soyez assuré, M. le Président, que la Francophonie sera aux côtés de Madagascar pour l'accompagner dans cette nouvelle étape si prometteuse.

Je vous remercie.

## Discours de Mr Mark Lundell Banque Mondiale, Country Director

C'est un honneur et aussi une joie que d'être ici avec vous aujourd'hui pour soutenir le développement de Madagascar.

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter les excuses de Monsieur Makhtar Diop, Vice-Président pour la Région Afrique. Il était venu à Madagascar dès le mois de mai deux mille quatorze (2014) pour rencontrer son Excellence Monsieur le Président et avait immédiatement donné son appui à Madagascar et à l'organisation de cette Table Ronde. Il désirait fortement être avec nous aujourd'hui pour marquer l'engagement institutionnel et personnel vis-à-vis de Madagascar mais malheureusement, des raisons de santé l'ont retenu à Washington.

Résultats récents

Voilà plus de deux ans et demi que le pays a renoué avec la démocratie. Deux ans et demi d'efforts à parer au plus urgent, à remettre en place des

institutions, à relancer les finances de l'Etat, à réapprendre à travailler ensemble, et à créer les conditions d'une stabilité.

Aujourd'hui, le Gouvernement peut se targuer d'avoir dépassé cette première phase critique.

Non sans difficultés, les programmes de soutien aux secteurs de la santé et de l'éducation se mettent en place. Plusieurs routes nationales sont en voie de réhabilitation. Les programmes d'amélioration des infrastructures d'irrigation progressent. Les recettes fiscales sont en hausse grâce à une plus grande discipline de l'administration. Certaines décisions difficiles de réduction de subsides - tels que ceux au carburant à la pompe - ont été adoptées. Un programme à trois ans garantissant un cadre macroéconomique pour une croissance inclusive ans a été conclu avec le FMI. Les dépenses sociales et en infrastructure repartent enfin sur une

courbe légèrement ascendante. La croissance économique dépassera plus que probablement les quatre pourcent en deux mille seize (2016), alors qu'elle n'avait été que de deux virgule six (2,6) pourcent en moyenne depuis deux mille onze (2011).

Monsieur le Président, vous et votre Gouvernement pouvez être fiers de ces premiers résultats ! Le succès du Sommet de la Francophonie le weekend passé et, nous espérons, le succès de cette conférence marquent le début d'une nouvelle phase. L'horizon s'élargit enfin !

Les enjeux pour l'avenir

Madagascar peut maintenant se focaliser sur la mise en œuvre de réformes en profondeur et d'investissements à long terme. Seuls ceux-ci peuvent transformer le pays et assurer que toute la population malgache participe à cette croissance.

Les enjeux sont immenses. Un premier défi est celui de la pauvreté. Il faut en parler ouvertement, sans gêne ni honte, et réfléchir sereinement aux meilleures approches pour donner les opportunités à tous d'accéder à un plus grand bien-être.

Malgré le fait que Madagascar ait une abondance de ressources naturelles, soixante-dix-huit pourcent de la population sont dans un mode permanent de survie, vivant avec moins de un dollar et quatre-vingt-dix centimes (\$1,90) par jour. On estime que trente pourcent n'ont rien : pas de terres à cultiver, pas de bétail, pas d'épargne mais des dettes, peu d'accès aux services d'éducation et de santé.

A ce stade, cette frange importante de la population a trop peu tiré les bénéfices de cette stabilité retrouvée.

Cette population fait face à de multiples défis. Chaque agence ici présente pourrait citer des statistiques plus alarmantes les unes que les autres : le taux de malnutrition chronique parmi les enfants de moins de cinq ans est un des plus élevés au monde ; tous les jours, dix femmes meurent en couche dont trois sont des adolescentes ; la productivité du riz – dont quatre-vingt pourcent de la population dépendent pour sa survie – stagne ; Madagascar est un des dix pays au monde qui sera le plus affecté par le changement climatique et nous en voyons déjà malheureusement les premiers effets dans le Sud du pays.

La stratégie

Ces défis ne peuvent être résolus dans l'urgence. Comme vous l'avez dit vous-même il y a quelques jours à la presse, Monsieur le Président, tout est prioritaire mais il y a des « priorités des priorités » : le décollage de l'agriculture et le développement de l'agro-industrie ; les investissements dans d'autres secteurs porteurs tels que l'énergie ; les investissements dans le développement humain, et la bonne gouvernance qui se marque par des pratiques de transparence, de redevabilité, de justice et de concurrence.

Nous sommes dès lors très heureux de voir le travail de réflexion qui a précédé cette conférence. Il a commencé avec le Plan National de Développement. Il est maintenant étoffé de plusieurs stratégies sectorielles qui sont orientées vers le moyen et long terme.

Partenariat

Nous nous associons à ces stratégies et sommes heureux de pouvoir vous aider à trouver les moyens de les mettre en œuvre dans un esprit de partenariat.

Nous apprécions les efforts qui sont en cours pour augmenter les ressources propres du pays. Mais il faut aussi que la communauté internationale contribue à cet effort. Madagascar est un des pays qui reçoit le moins d'aide au monde. En 2014, alors que le pays était sorti de la crise, il a reçu le moins d'aide par habitant après la Corée du



Nord. Nous devons nous mobiliser plus pour votre pays.

C'est ce que nous ferons au cours des deux jours qui viennent, avec vous, les Partenaires Techniques et Financiers, et les Investisseurs.

Conclusion

Nous arrivons donc à cette conférence, tournés vers un avenir meilleur, mais sans oublier les leçons du passé.

Nous pouvons vous assurer, Monsieur le Président, que le Groupe de la Banque mondiale poursuivra un engagement fort avec vous et toute la population de Madagascar.



# Discours de Dr AKINWUMI A. ADESINA Président de la BAD

Je voudrais tout d'abord adresser au nom du Groupe de la Banque africaine de développement, mes plus vifs remerciements à son Excellence le Président Monsieur Hery RAJAONARIMAMPINANINA, et à son Gouvernement pour m'avoir invité à prendre la parole à cette cérémonie d'ouverture de la Conférence des Bailleurs et Investisseurs de Madagascar.

Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir convié à cet événement. Quand je vous ai rencontré à Madagascar au mois de septembre dernier, j'ai senti dans votre pouls, votre engagement et votre détermination à donner vie à un Madagascar nouveau. J'ai été particulièrement touché quand vous avez dit que Madagascar n'avait aucune raison d'être pauvre. Je suis d'accord avec vous qu'avec le potentiel du pays nous devons passer de l'ère de la pauvreté à l'ère de la prospérité.

Madagascar doit en effet être reconnu pour sa richesse et non pour sa pauvreté. Notre enjeu à tous est de soutenir le Président de la République et le bon peuple de Madagascar à travers le Plan National de Développement (PND). C'est pourquoi quand vous m'avez invité à être à vos côtés, je n'ai pas hésité à répondre à votre appel, parce que je partage votre passion. Permettez-moi d'être encore plus claire. Nous sommes ici pour vous soutenir de toutes nos forces.

Cette conférence qui se tient dans cet excellent cadre de travail de l'UNESCO est un grand événement de concertation entre le Gouvernement malgache et la communauté des partenaires et des investisseurs, et ce, pour prospecter ensemble les possibilités de financement du Programme National de Développement – le PND – sur la période 2015-2019.

Je voudrais donc ici, féliciter chaleureusement les Hautes Autorités Malgaches pour l'initiative de cette conférence et pour son organisation impeccable, qui, je l'espère, sera couronnée de succès. Je voudrais également adresser mes sincères remerciements à tous les partenaires et investisseurs, parties prenantes à cette rencontre. Votre mobilisation, grande et de très haut niveau, témoigne de tout l'intérêt que nous portons tous au développement de la Grande Ile.



J'ai eu le plaisir de visiter Madagascar pour la première fois au début du mois de septembre dernier. J'ai pu me rendre compte alors, des énormes potentialités dont ce pays est gratifié. J'ai aussi senti et apprécié la forte volonté des Autorités malgaches, déterminées à conduire le pays sur les sentiers de l'espérance. Madagascar revient de loin ; et nul ne doute que ce pays a besoin de notre grande et entière solidarité.

Comme vous le savez, le pays dispose de ressources naturelles importantes. Son potentiel hydroélectrique par exemple lui permettrait une production estimée à 7800 MW.

Madagascar possède également 35 millions d'hectares de terres arables, dont seulement 5% est actuellement exploité. C'est un énorme potentiel qui permettrait de répondre aux impératifs de sécurité alimentaire pour le pays, et au-delà, pour les pays de l'Océan Indien.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner toutefois, le potentiel ne se donne pas à consommer, mais plutôt il se met en valeur. Cette conférence offre donc une perspective pour combler le gap entre le potentiel et sa mise en valeur, telle que déclinée par le Plan National de Développement. C'est l'occasion pour nous partenaires et investisseurs, de fédérer nos énergies pour accompagner vigoureusement la mise en œuvre du PND.

C'est aussi l'occasion pour nous, de conjuguer nos efforts pour aider Madagascar à se relever des conséquences de près d'une décennie de

déficit d'investissements, lequel a aggravé la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition des populations. Vous me permettrez ainsi de rappeler que malheureusement, 73,7% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour ; et ce niveau atteint même 97% de la population dans la région d'Androy au Sud.

En plus des coûts économiques, financiers et sociaux énormes du sous-investissement chronique du passé, Madagascar doit également faire face aux effets des changements climatiques, avec notamment la survenue d'épisodes récurrents d'inondations et de sécheresses.

Face à ces nombreux défis socio-économiques et humanitaires, nous sommes interpellés à faire plus et davantage pour la Grande Ile. Je voudrais inviter tous les partenaires à se mobiliser pour un engagement décisif que je baptiserai « Initiative Spéciale pour Madagascar ».

Il est vrai, nous avons par le passé fourni à ce pays, ici et là, et même souvent, des appuis par le biais d'actions d'urgence humanitaire. De toute évidence, les actions d'urgence si nécessaires soient-elles, ne viendront pas à bout des défis qui s'imposent à Madagascar.

Je voudrais donc le réitérer, cette conférence est l'occasion de nous engager autrement pour Madagascar, de nous engager vigoureusement aux côtés de Madagascar, et de nous engager pour l'avènement d'un Madagascar nouveau. Je voudrais lancer un plaidoyer fort en faveur

du Plan national de développement, porteur et demandeur d'actions transformatrices à grande échelle, et pour l'avènement de ce Madagascar nouveau.

Pour sa part, la Banque renouvelle son engagement sans faille à soutenir le Plan national de développement.

Je me félicite d'ailleurs de constater que les priorités de ce plan s'inscrivent en droite ligne avec les cinq grandes priorités que j'ai fixées pour mon mandat à la tête la Banque, à savoir : éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie; nourrir l'Afrique; industrialiser l'Afrique; intégrer l'Afrique; et améliorer la qualité de vie des populations africaines.

Nous le savons tous, enclencher l'engagement du secteur privé nécessite de relever des défis complexes et nombreux, pour créer un environnement attractif. Entre autres, il s'agit de la vétusté et l'insuffisance d'infrastructures (énergie, route), des contraintes d'accès à la terre, du système judiciaire encore perfectible, du système financier peu performant. La Banque est prête, je puis vous l'assurer, à appuyer Madagascar à créer les conditions nécessaires à l'éclosion du secteur privé et des investissements en toute sécurité.

A cet égard, les efforts dont les Autorités ont fait preuve, sont encourageants. Je voudrais mentionner au plan politique, la mise en place d'institutions légitimes issues d'élections démocratiques, et au plan économique, la conclusion en juillet avec le Fonds monétaire international (FMI), d'un accord au titre de la Facilité élargie de crédit. Ce sont des signes que nous considérons très positifs.

Abordant les axes de notre coopération future avec Madagascar, je voudrais indiquer que dans le cadre de la stratégie 2017-2021 en cours de préparation, la Banque se propose de mettre en œuvre à Madagascar, les cinq priorités stratégiques de la Banque.

Dans le secteur de l'énergie nous poursuivons l'appui aux réformes, en synergie avec les actions des autres partenaires déjà engagés dans le secteur, dont le FMI, la Banque mondiale et l'Allemagne. En outre, la Banque, aux côtés des autres partenaires apportera un soutien pour développer l'immense potentiel hydroélectrique du pays.

Plus spécifiquement, la Banque concentrera son action sur le développement de pôles de croissance agricole et des plateformes agroindustrielles. Ce type d'infrastructure de production est essentiel pour permettre au secteur privé d'investir dans de bonnes conditions, tout en contribuant au développement des chaînes de valeur agricole et à la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes.

En termes d'instruments de financement, notre institution fournira à l'Etat et aux acteurs du secteur privé, les instruments adaptés à la situation du pays. Il s'agit notamment des Garanties partielles de risque et des Garanties partielles de crédit. Nous actionnerons aussi le Guichet destiné au financement de projets bancables portés par le secteur privé. Enfin, l'un des principes directeurs des interventions de la Banque sera d'apporter un appui financier catalytique tout en développant des partenariats avec d'autres acteurs, publics et privés.

Aujourd'hui, les engagements en cours du Groupe de la Banque Africaine de Développement à Madagascar en soutien à la mise en œuvre du Plan national de développement, porte sur 9 opérations d'un montant total de 250 millions de dollars US.

Excellence Monsieur le Président Hery, je sais que vous êtes déterminé à aller vite, très vite, si vous en avez les moyens. Eh bien vous avez raison ; le Groupe de la Banque africaine de développement se propose de mobiliser 1 milliard de dollars pour accompagner vos efforts dans la mise en œuvre du Plan national de développement.

Avec ce montant de financement d'opérations en faveur des secteurs publics et privés, la Banque entend ainsi prendre sa part de responsabilité, toute sa part, aux côtés de tous ici présents, pour relever le grand défi de faire de Madagascar un pays de prospérité.

Déployons tous nos efforts pour mobiliser les ressources nécessaires afin que de cette enceinte nous envoyions au peuple de Madagascar un message d'espoir, un message de soutien, un message de solidarité et un engagement ferme pour un Madagascar nouveau, un Madagascar plein d'espoir, un Madagascar plein d'opportunités, un Madagascar dont le potentiel est pleinement exploité.

Je vous remercie pour votre aimable attention.



# Discours de Mr ABDOULAYE MAR DIEYE Directeur Régional, PNUD pour l'Afrique



C'est avec un grand plaisir que je prends part aujourd'hui à la Conférence des bailleurs et investisseurs de Madagascar qui se tient sous votre leadership. Le Système des Nations Unies et le PNUD en particulier se réjouissent d'y avoir été largement associé et de vous avoir ainsi accompagné tout au long de ce processus.

Votre participation effective à cette rencontre est le gage de votre détermination à impulser une dynamique d'accélération du processus de développement de Madagascar. Aussi, m'est-il particulièrement agréable de vous transmettre le message de soutien et de solidarité de Madame Helen Clark, Administrateur du PNUD et présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement.

Vous êtes venus à Paris, auréolé du succès éclatant du XVIème sommet de la Francophonie. Je voudrais vous en féliciter et dire toute ma conviction que l'esprit qui a prévalu à Tana va nous inspirer ici à Paris au cours de notre table ronde.

Je voudrais m'associer aux messages des orateurs qui m'ont précédé, notamment ceux reconnaissant la pertinence du Plan National de développement de Madagascar.

Permettez-moi de relever les 6 perspectives suivantes qui me semblent essentielles pour nos discussions.

Premièrement, Madagascar a entamé un ensemble de réformes économiques, politiques et institutionnelles de grande ampleur. La réussite de la stratégie de développement du pays telle que déclinée dans le PND requerra la poursuite et l'intensification de ces réformes.

Deuxièmement, le développement pour réussir devra avoir une forte impulsion interne et une telle impulsion devra reposer sur un espace fiscal confortable. Madagascar devra donc aller bien au-delà de sa

pression fiscale actuelle de l'ordre de 10% si l'on sait que, et toutes les études empiriques le montrent, qu'il faut un minimum de pression fiscale de 24% pour assurer un financement soutenable du développement. Tel est au demeurant l'esprit primal de la Conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement. Je me réjouis que le prochain Rapport national sur le développement humain de Madagascar, appuyé par le PNUD, sera consacré à la mobilisation des ressources internes.

Troisièmement, le rôle du secteur privé sera déterminant ; et je suis heureux de constater que nous allons consacrer toute une journée demain à l'investissement privé et à l'environnement des affaires. S'il est vrai que l'Etat impulse le développement, le secteur privé en est l'amplificateur. Cependant, il faudra nous assurer que les investissements privés comme publics devraient être socialement responsables, au bénéfice des communautés et préserver l'environnement.

Quatrièmement, l'aide publique devra continuer à jouer son rôle catalyseur et d'accompagnement au développement de Madagascar. Il y a dix ans le pays recevait 50 dollars par habitant d'aide au développement. Aujourd'hui il n'en reçoit que 25, soit la moitié de la moyenne africaine, et ceci en dépit des besoins énormes et des potentialités substantielles du pays.

J'en appelle à la contribution des partenaires ici présents pour honorer la requête de cette conférence des bailleurs et investisseurs de 5,4 milliards de dollars, ce qui nous situerait en moyenne à près de 60 dollars par habitant.

Le Système des Nations Unies s'inscrit dans cette dynamique en contribuant au financement du PND à hauteur de 523 millions de dollars US à travers son Plan Cadre pour l'Assistance au Développement sur la période 2015-2019.

Cinquièmement, La sécheresse récurrente et chronique dans le sud du pays est une contrainte structurelle dirimante à tout processus de développement de Madagascar. Les contributions financières de cette table ronde devront aussi s'orienter vers des investissements pour la résilience des communautés vulnérables.

Enfin, sixièmement, il y a une forte nécessité d'adosser les politiques publiques sur des statistiques solides et fiables. D'où l'importance capitale de finaliser le recensement démographique afin d'asseoir la mise en œuvre de l'agenda 2030 du développement durable sur des données statistiques plus actuelles.

Nous espérons, Monsieur le Président, que la Conférence des bailleurs et investisseurs d'aujourd'hui va donner ce grand élan de soutien et de solidarité envers Madagascar.

L'Océan indien, et je dirais l'Afrique toute entière, a besoin d'un Madagascar prospère et stable. L'addition de nos déterminations et de nos moyens d'action engendrera des dynamiques positives pour y parvenir.

Je vous remercie de votre aimable attention.

# Discours de Mr K. DOENS

## Directeur géographique Union Européenne

Je suis heureux de prendre ce matin la parole au nom de l'Union européenne et de son Commissaire au développement et à la coopération internationale, Monsieur Neven Mimica.

Monsieur le Président, le Commissaire ne peut être présent aujourd'hui, mais vous connaissez son engagement personnel aux côtés de votre pays, comme en a témoigné sa visite à Madagascar la semaine dernière.

Madagascar est de retour sur le devant de la scène internationale. Le Sommet de la Francophonie qui vient de se terminer a rassemblé de nombreux responsables politiques et a permis des discussions approfondies sur des sujets d'intérêt majeur pour l'espace francophone, et au-delà. Le défi logistique a été largement relevé, et nous espérons tous des retombées à long terme pour la population malgache des nombreux chantiers initiés à l'occasion de ce Sommet.

Madagascar est de retour sur le devant de la scène internationale, je disais, mais, pour l'Union européenne, Madagascar n'a jamais quitté les devants de la scène. Même pendant la dernière crise qui a paralysé votre pays pendant cinq longues années, l'Union européenne est restée mobilisée aux côtés de la population, en mobilisant plus de 300 M€.

Nous sommes aujourd'hui réunis pour donner un nouveau coup d'accélérateur à ce que vous avez entrepris, Monsieur le Président, depuis votre arrivée au pouvoir.

Madagascar est un pays de grandes opportunités. Grand par sa taille, doté de nombreuses ressources naturelles, disposant d'une population jeune, d'une main d'œuvre de qualité et d'un secteur privé dynamique, le pays offre des opportunités de développement susceptibles d'attirer de nombreux investissements publics et privés dans bien des secteurs.

Madagascar est aussi un pays de grands contrastes, affaibli par les crises politiques et économiques à répétition et qui fait face à de nombreux défis: vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et au changement climatique; immensité du territoire et insularité qui rendent la construction



et l'entretien des infrastructures de transport, d'énergie, de communication particulièrement difficiles; croissance démographique soutenue qui représente un enjeu de taille pour l'éducation, la santé, la production de denrées agricoles ou encore la gestion durable des ressources naturelles.

La réponse à tous ces défis passera par l'action conjointe du Gouvernement, du secteur privé et des bailleurs de fonds. C'est l'un des objectifs, sinon l'objectif principal, de cette conférence que de réunir ensemble tous ces acteurs. Sans oublier l'acteur principal de tous les efforts: la population malgache, qui doit aujourd'hui voir récompensée sa résilience par des résultats visibles et concrets.

Le Gouvernement se trouve à cet égard en première ligne. Jamais un pays ne s'est développé durablement sans un leadership responsable, solide, visionnaire, prêt à engager les réformes nécessaires même si elles sont difficiles.

Le Plan National de Développement (PND) et son Plan de Mise en œuvre (PMO) contiennent des projets d'investissement prioritaires pour Madagascar, qui sont présentés dans le cadre de cette conférence. Ces projets doivent permettre au pays d'atteindre les objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

Mais ces projets ne peuvent être couronnés de succès sans des efforts supplémentaires pour améliorer le cadre général, prérequis indispensable aux investissements et au

développement durable et inclusif. Il s'agit en premier lieu du renforcement de l'Etat de droit et des principes démocratiques fondamentaux, dont seul le respect permet d'assurer la stabilité, et bien sûr de la bonne gouvernance. Il convient également de continuer à améliorer la situation macro-économique et la gestion des finances publiques. A cet égard, la conclusion d'un accord avec le FMI portant sur une Facilité Elargie de Crédit constitue un pas important pour rétablir la crédibilité de Madagascar et la confiance des opérateurs.

Enfin, il s'agit de définir et surtout de mettre en œuvre les politiques publiques devant apporter à la population les services de base, notamment en santé et en éducation. Le renforcement des infrastructures de production et, in fine, la création d'emplois sont également fondamentaux pour espérer atteindre les objectifs du PND.

Pour relever ces défis importants traduire les efforts de votre pays en réalité, le secteur privé, a aussi un rôle clé à jouer. Il sera à l'honneur toute la journée de demain.

Jamais un pays ne s'est développé durablement sans l'apport du secteur privé. Le pays a besoin de plus d'investissements directs étrangers afin de dynamiser son système de production dans la plupart des secteurs. L'amélioration du cadre légal, politique et économique - et donc du climat des affaires - ne peut qu'inciter les investisseurs à parier sur Madagascar. C'est aussi avec cet objectif en tête que l'Union européenne vient de proposer un Plan d'investissement extérieur, focalisé sur l'Afrique, et devant à terme lever plus

de 44 milliards d'euros.

Enfin, les bailleurs de fonds, au premier rang desquels l'Union européenne, doivent poursuivre et intensifier leur appui aux réformes et aux investissements dans le pays.

L'Union européenne dispose d'un cadre de coopération qui porte à la fois sur les aspects politiques, commerciaux et de développement.

Au niveau politique, notre priorité est de soutenir Madagascar dans la préparation d'élections inclusives en 2018 qui devront consolider ce qui a été initié en 2013 ; dans le domaine commercial, il s'agit de renforcer les échanges commerciaux et de favoriser l'intégration régionale à travers notamment l'Accord de Partenariat Economique. Enfin, nos actions de développement sont guidés par l'objectif final d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population malgache.

Nous accompagnons la définition des politiques publiques et soutenons financièrement leur mise en œuvre, ce qui, pour être efficace doit s'appuyer sur les efforts propres du pays. Il s'agit bien d'un engagement mutuel.

La mise en œuvre de cette approche globale se fait à travers un

dialogue permanent et décentralisé, à tous les niveaux et avec toutes les parties prenantes. Les modalités sont choisies de façon à apporter la réponse la plus appropriée possible, que ce soit sous forme d'appui budgétaire, de projets ou de "blending", mixant dons et prêts. L'UE développe également des mécanismes financiers impliquant le secteur privé dans le financement et la gestion d'actions, par exemple dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture. Les prêts concessionnels de la BEI, associés ou non à des subventions de l'UE, ont aussi un rôle clé.

Au total, les fonds identifiés et qui seront déboursés par l'UE et la BEI d'ici 2020 devraient dépasser les 800 millions d'euros, essentiellement sous forme de dons.

Monsieur le Président, ceci vous a été dit par le Commissaire Mimica le weekend dernier: l'Union européenne restera engagée à vos côtés.

Ensemble, sous le leadership de votre Gouvernement, en étroite collaboration avec tous les partenaires publics et privés, dans un environnement propice aux affaires et aux investissements, je suis sûr que nous réussissons à mettre Madagascar sur la voie du développement durable et inclusif. Il n'y a pas de retour en arrière possible. ■



# INTEGRATION SOCIALE

## ANTSIRANANA : lancement de nombreux projets structurants et implication du Secteur Privé dans le Développement

Le Président Rajaonarimampianina était venu à Antsiranana le 31 octobre dernier, dans la capitale de la Région DIANA, où il a procédé à de nombreuses inaugurations d'infrastructures, ainsi que des visites de chantiers, entre autres le nouveau bâtiment de la Délégation régionale du tourisme, les chantiers de réfection de routes, entrepris dans le cadre du PIC II, ou programme de Pôle Intégré de Croissance financé par la Banque Mondiale, l'octroi de générateur électrique neuf au nouvel hôpital de Tanambao, et la réception des deux nouveaux bateaux de la Logistique Pétrolière. Toutes ces actions entrent dans le cadre de la Politique Générale de l'Etat relative à la promotion du Développement régional et décentralisé.

Un projet de mise en place d'une Zone Economique Spéciale à Antsiranana a été également évoqué à l'occasion, conformément aux souhaits de la population de la Région DIANA. S'adressant aux opérateurs économiques locaux, le Chef de l'Etat a évoqué que « Notre chemin est ardu, mais nous avons la ferme conviction de réussir, car le secteur privé est disposé à s'impliquer dans ses domaines intrinsèques mais aussi à travers le 3P en vue du développement socio-économique du pays».

Un Conseil des Ministres décentralisé a été également tenu à Antsiranana dans l'après-midi demi 31 octobre, avec la participation des membres du Gouvernement, dirigé par le Premier Ministre Mahafaly Olivier, en présence des élus locaux et les autorités civiles et militaires.

## PLAINE DE MAROVOAY : réhabilitation du réseau hydroagricole du Secteur 10 d'Antanimasaka

Le Président Rajaonarimampianina a inauguré le 11 novembre dernier à Marovoay, les réalisations effectuées dans le cadre de la réhabilitation du réseau hydroagricole du Secteur 10 d'Antanimasaka, une action qui s'inscrit dans le cadre du Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et Sociale, dans le Programme national Bassins Versants Périmètres Irrigués (BVPI) du Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Élevage. Situé sur la rive gauche du fleuve Betsiboka, avec une superficie de 1587 Ha, le Secteur 10 d'Antanimasaka est alimenté par la source d'Andranomandevy, et subit depuis des décennies un problème d'ensablement et d'obstruction des canaux lors des crues de la rivière Milahazomaty, impactant gravement la productivité rizicole locale. Afin d'y remédier efficacement, le programme BVPI, sur financement de la Banque Mondiale, de l'ordre de 1.856.008.833 Ariary, a été lancé en vue de la réhabilitation du réseau hydro-agricole du périmètre d'Antanimasaka. 1.587 Ha de rizières sont actuellement irrigués suivant les normes et permettent aux paysans de réaliser deux récoltes par an, pour une productivité de 5 à 7 tonnes par hectare. 2.474 ménages dans la commune rurale d'Antanimasaka bénéficient directement de cette initiative, et contribuant ainsi à la concrétisation de la Vision "Madagascar le Grenier de l'Océan Indien".

Par ailleurs, un projet de production d'énergie par la biomasse a été également promis par le Chef de l'Etat à Antanimasaka, avec la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable. Il y aura aussi la dotation prochaine de matériels de radiographie et d'échographie à l'hôpital de Marovoay, et divers appuis de l'Etat central pour la promotion de la Santé Publique. Le Projet sécuritaire "Opération Mazava 2016" a été officialisé à l'occasion, une stratégie de sécurité menée conjointement par la Gendarmerie Nationale et l'Armée malagasy, dans 17 Régions de Madagascar, y compris la Région Boeny, visant à la fois la réduction de l'insécurité rurale et urbaine.



# ET ÉCONOMIQUE

**VOHIPENO** : Filets sociaux de sécurité Vatsin'Ankohonana et Ndao Hianatra, en parallèle avec le respect des valeurs humaines, du bien commun et de justice

Le Président Rajaonarimampianina s'est rendu à Vohipeno, le 7 novembre dernier dans le but de renforcer le fihavanana et l'unité nationale. A l'occasion, il a notamment souligné son rôle de Ray aman-dreny, de tous les malagasy face aux vellétés de division ou d'affrontement relevant des tensions sociopolitiques à Madagascar. Vohipeno est le chef-lieu de l'un des districts les plus pauvres du pays, tout en disposant d'une population très dense et avec des potentiels énormes, nécessitant la mise en place d'infrastructures de base, dans le domaine de l'agriculture notamment.

La visite du Chef de l'Etat s'inscrivait également sous le signe du social et de l'économie. Il s'agissait en effet de procéder officiellement au lancement de l'allocation familiale Vatsin'Ankohonana, le Transfert Monétaire pour le Développement Humain (TMDH) financé par la Banque Mondiale, dans le cadre du programme Filets Sociaux de Sécurité. Ainsi, 7650 ménages identifiés, les plus pauvres de six communes du district de Vohipeno, ont bénéficié du TMDH. Ces ménages ont des enfants âgés jusqu'à 10 ans pour lesquels le Vatsin'Ankohonana-TMDH est un supplément de revenu destiné à appuyer l'intégration de leurs enfants dans le système scolaire, mais aussi pour promouvoir l'amélioration de l'état nutritionnel des ceux âgés jusqu'à 5 ans. Par ailleurs, ces mêmes familles bénéficient du Transfert Monétaire Conditionnel Ndao Hianatra pour la transition des enfants de 11 à 17 ans vers le niveau secondaire, de les maintenir dans le système jusqu'à l'achèvement du niveau collège. Il s'agit d'un programme soutenu par l'UNICEF, et l'allocation familiale se fait aussi sur une base bimensuelle.

Pour le Président Rajaonarimampianina, il est important de prioriser la santé et l'éducation des enfants car ces derniers seront les futurs acteurs du devenir de Madagascar, tout en étant des vecteurs du changement de mentalité pour valoriser et en valeur le patriotisme. "Pour l'Etat, l'éducation et la santé constituent le socle du développement", a déclaré le Chef de l'Etat.

Centre Hospitalier Joseph Raseta de **BEFELATANANA** : des nouvelles infrastructures en vue de l'amélioration de la Santé Publique

Le Président Rajaonarimampianina et son épouse ont procédé le 28 novembre, à l'inauguration de nouvelles infrastructures au Centre Hospitalier Joseph Raseta de Befelatanana dans le cadre de la célébration des 90 années d'existence de l'hôpital. Il s'agit des passerelles qui relient deux bâtiments afin de faciliter le déplacement des patients, du personnel dédié, et des visiteurs.

Selon le Chef de l'Etat, Madagascar a des défis à relever et il faut toujours aller de l'avant. Quant à la réhabilitation et la modernisation de l'hôpital Befelatanana, il s'agit d'une priorisation des malades, notamment ceux issus des couches vulnérables. Les étudiants en médecine sont aussi concernés par ces actions de rénovation, car ils poursuivent des formations à l'hôpital et, leurs recherches sont d'une importance capitale pour la Nation. Les nouvelles passerelles et la dotation de matériels et d'équipements modernes s'inscrivent donc parmi les nombreux projets lancés pour faire de Befelatanana un hôpital de référence. Le Groupe Filatex, Vitafoam, et la Fondation Mérieux ont énormément contribué dans ces projets dans le cadre d'un PPP, pour l'amélioration du Secteur Santé à Madagascar. Pour le Président Rajaonarimampianina, « Ces passerelles sont à l'image des mains qui se donnent, symbolisant des relations pleines d'humanité, propres à un établissement hospitalier ».



## MADAGASCAR À LA COP 22 : TRADUIRE LES ENGAGEMENTS DE L'ACCORD DE PARIS EN ACTIONS

La COP 22, tenue à Marrakech, a été celle de l'appel à la mise en œuvre des engagements de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Grâce à une forte mobilisation mondiale, l'Accord de Paris est en effet entré en vigueur plus tôt que prévu.

Le Président de la République de Madagascar a déclaré à la tribune de la COP 22 qu'il est urgent de traduire les engagements convenus dans l'Accord de Paris dans un Plan précis, une feuille de route en termes de financement des mesures d'adaptation et d'atténuation.

Etat insulaire, Madagascar figure parmi les pays le plus touché par les effets du changement climatique. Les catastrophes naturelles, inondations, cyclones et sécheresse ont affecté plusieurs régions. Dans le Sud, le déficit pluviométrique sévère provoque une insécurité alimentaire qui compromet le développement socio-économique.

Madagascar s'est engagé à réduire de 14% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et à augmenter la capacité d'absorption de ses puits de carbone à 32% durant la même période. Le Président Rajoanarimampianina a fait valoir que la balance de l'action climatique n'a que trop longtemps penché du côté de l'atténuation au détriment de l'adaptation qui demeure la priorité pour faire face aux impacts du réchauffement.

# brèves...



## RÉCEPTION À IAVOLOHA DES ÉLÈVES AYANT EU MEILLEURES NOTES LORS DU BEPC « Une reconnaissance et un encouragement pour leurs études »

170 élèves issus des lycées et des collèges de toutes les Circonscriptions Scolaires du pays (CISCO) ont été reçus par le Président de la République, au palais d'Iavoloha, le 28 novembre dernier, accompagnés du Ministre de l'éducation nationale, Paul Rabary. Ces élèves ont eu les meilleures notes lors du dernier examen du BEPC. Pour le Chef de l'Etat, l'objectif était d'exprimer la reconnaissance des efforts élèves, mais également pour les encourager à faire mieux, et aller plus loin dans leurs études. Ces élèves ont eu droit également à des visites dans plusieurs sites historiques de la capitale, ainsi que des séances relatives au XVIème sommet de la Francophonie. Une projection du film documentaire sur les projets structurants réalisés dans la Région Atsimo-Andrefana a été également effectuée.

## MADAGASCAR CHAMPION DU MONDE DE PÉTANQUE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HONORE NOS CHAMPIONS

Pour la deuxième fois de son histoire, Madagascar a remporté le titre de champion du monde de pétanque. L'équipe championne du monde composée d'Andrianaina Christian, Razakarisoa Tita, Razafimahatratra Hery et Rakotondrazafy Lova a été reçue et félicitée par le Président de la République au palais d'Etat d'Iavoloha. Madagascar a eu l'insigne honneur d'organiser, pour la première fois, les Championnats du monde, sous l'égide de la Fédération Internationale de Pétanque et Jeu provençal, du 1er au 4 décembre. « Nous n'étions pas au pays durant les jeux, mais nous avons suivi les échos. Le monde était focalisé sur Madagascar. Le pays tout entier est fier de cette victoire, et je l'apprécie fortement », a déclaré le Président de la République.

Chaque membre de l'équipe a reçu une prime de reconnaissance de 4 millions d'ariary de la part du Chef de l'Etat. « Grâce à vous, le monde connaît mieux notre pays car ces derniers temps Madagascar a toujours été au-devant de la scène internationale et, ce, dans plusieurs domaines », a reconnu le Président Rajoanarimampianina.





# AUDIENCES

## MADAGASCAR-BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT : Miser sur des investissements de qualité

En visite à Madagascar, le Vice-Président de la Banque Européenne d'Investissement, Pim Van Ballekom, a été reçu par le Président Rajaonarimampianina, le 4 novembre dernier. Les discussions ont porté notamment sur les projets d'infrastructures, le développement de l'agriculture, les travaux post-catastrophes cycloniques, le renforcement du partenariat avec le secteur privé, le projet de Rocade à Antananarivo, mais également, sur l'amélioration du secteur de l'énergie, dont le cas de la Jirama.

Un financement de 20 millions d'euros sera consacré à la construction de la rocade qui assurera la connexion entre les RN 7, 2, 3 et 4, en complément avec la route du marais Masay et le Bypass ; les chantiers commenceront début 2017. Pour les travaux post-catastrophes cycloniques, un financement de 40 millions d'Euros est prévu pour la réhabilitation des tronçons de routes nationales accédant à Antananarivo, pour les rendre plus résilientes aux intempéries, même chose en ce qui concerne les digues de retenue dans la plaine d'Antananarivo, et enfin pour le renforcement du viaduc de Sahasinaka, sur la ligne ferroviaire Fianarantsoa-Côte Est. Pour les deux projets d'infrastructures prévus dans le Nord et le Sud, la BEI est disposée à investir 100 millions d'Euros.



## MADAGASCAR VA RENFORCER SA PARTICIPATION À L'AGOA

L'Adjointe du Représentant américain au commerce pour l'Afrique, Florizelle Liser, était en visite à Madagascar. Elle a été reçue par le Président de la République le 4 novembre. Les discussions ont porté sur les voies et moyens pouvant permettre à Madagascar d'améliorer sa participation au sein de l'AGOA et de lui faire profiter pleinement des opportunités offertes.

Outre ses rencontres avec les autorités, Mme Florizelle Liser a également visité des usines agréées par l'AGOA. Il s'agissait de voir comment les travailleurs pourraient, à leur niveau, contribuer à améliorer la participation de Madagascar dans ce marché américain pour les produits africains.

## LA REPRÉSENTANTE RÉGIONALE ADJOINTE DU HCR À ANTANANARIVO : "Pour plus d'engagement dans la prise en charge des réfugiés et des apatrides"

La Représentante Régionale adjointe du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés, Veronica Irima Modey-Ebi, a été reçue, le 4 novembre dernier, par le Président de la République. Les discussions ont porté sur l'utilité d'un Bureau permanent du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés à Madagascar.

La ratification par Madagascar des Conventions relatives aux Réfugiés était également à l'ordre du jour. La Représentante Régionale adjointe du HCR était venue dans la Grande Île pour procéder au suivi et à l'identification des points à améliorer sur les travaux du Gouvernement à propos du Code de Nationalité, afin d'obtenir un véritable code inclusif et prenant en charge toutes les personnes concernées.

